

Voies et Perspectives de développement des sociétés contemporaines

Nestor RADJOU

Table des matières

Voies et Perspectives de développement des sociétés contemporaines.....	1
1. Le modèle standard des sociétés et ses bifurcations d'évolution	2
2. Le développement et ses logiques	6
a) <i>Les pays développés et leur logique de développement</i>	<i>7</i>
b) <i>Les pays non développés et leur logique de développement.....</i>	<i>7</i>
3. Les perspectives actuelles d'évolution sociétale.....	8
a) <i>Le nouveau complexe technique : Automatismes, intelligence artificielle et globalisation</i>	<i>8</i>
b) <i>Des Gouvernances d'alternatives capitalistes</i>	<i>9</i>
4. La Problématique du développement des PRD	12
a) <i>Les handicaps de développement des PRD</i>	<i>12</i>
b) <i>Les voies de développement du Tiers-monde.</i>	<i>13</i>
(1) <i>S'unir pour se libérer de la dépendance.</i>	<i>14</i>
(2) <i>Changer les mentalités populaires pour moderniser le Tiers-monde</i>	<i>14</i>
(3) <i>Maîtriser les sciences et les techniques, pour s'industrialiser et se préserver.....</i>	<i>15</i>
(4) <i>Adopter de nouvelles modalités de l'économie.....</i>	<i>15</i>

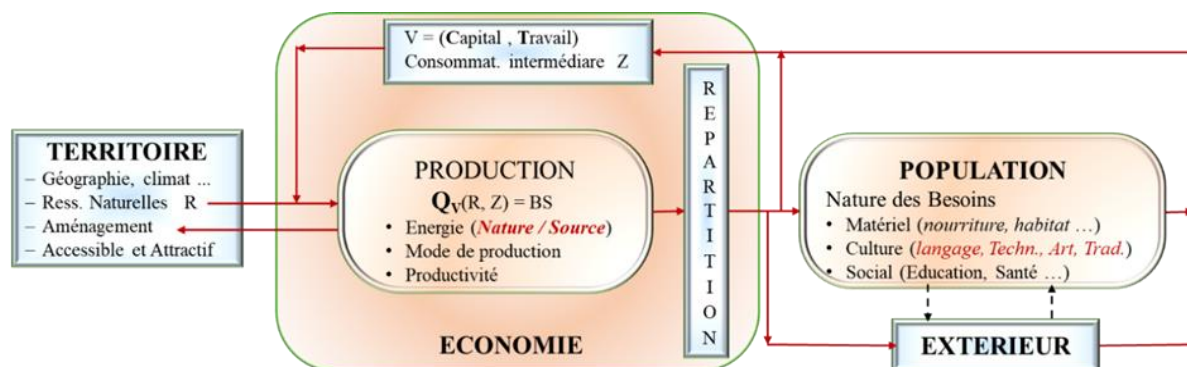
Le développement est une dynamique d'amélioration des conditions de vie et d'évolution des sociétés qui s'inscrit dans l'histoire de l'humanité et dont l'architecture est depuis restée invariante. Dès l'origine, pour se protéger de leurs prédateurs et mieux satisfaire leurs besoins, les êtres humains vivent en société, laquelle organise le vivre ensemble à partir de l'économie, *la production et la répartition des « richesses » nécessaires à la satisfaction des besoins*, son substrat. Mais, d'abord au Néolithique, avec l'émergence de l'agriculture et de la rareté, le capitalisme (*la « loi du plus fort »*) s'installe comme l'archétype du fonctionnement de la société, que la Grèce du 5^e siècle avant Jésus-Christ (av. J.-C) révolutionne, conceptualise et finalise, notamment avec l'économie monétaire libérale et marchande. Puis, au 18^{ème} siècle, la révolution industrielle introduit une alternative de développement avec d'un côté les pays développés qui savent autoréguler leur développement, et, de l'autre, l'ensemble des pays en retard de développement et que nous qualifions ici de Tiers-monde. Le but de cette tribune est de clarifier la notion de développement et de rechercher les perspectives de développement du Tiers-monde.

1. Le modèle standard des sociétés et ses bifurcations d'évolution

Bien qu'elles soient toutes différentes, les sociétés sont pourtant bâties à partir d'un même modèle standard. Une ossature invariante que caractérise un système socio-économique sur lequel opère une dynamique sociétale d'évolution et de transformation de la société, son moteur. Le système socio-économique est composé d'une architecture qui articule 4 « variables, que sont :

- un territoire, avec ses ressources, aménagé pour la mobilité et la vie en commun ;
- une population dont les individus cohabitent et partagent un même cadre normatif ;
- une économie qui assure la production et la répartition des biens et services nécessaires à la satisfaction individuelle et collective de la population ;
- un extérieur pour tenir compte des échanges avec le reste du monde.

Schématiquement :

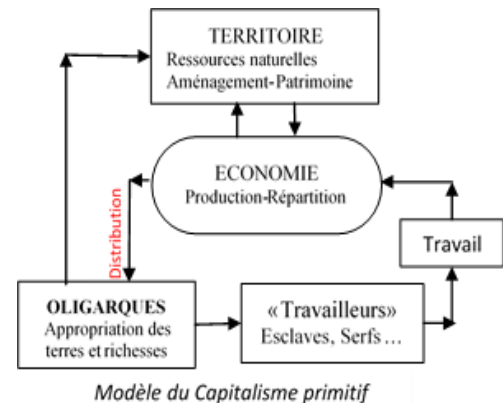


Quant au moteur d'évolution et de transformation, il véhicule une conception du monde, de la société et de l'individu à travers 3 opérateurs de transformation et de pilotage des activités :

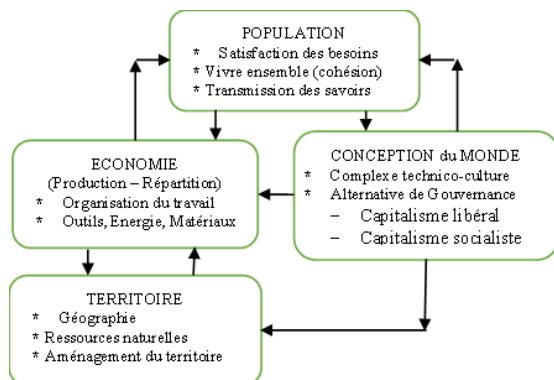
- Un complexe technico-culturel, autrement dit une conjugaison de savoirs, de savoir-faire, de travail et d'outils. Il permet l'action humaine et notamment la production et la répartition ;
- Une gouvernance et ses institutions pour l'organisation, le pilotage et la régulation des activités ;
- Une accumulation du capital (compétence, patrimoine, monnaie...) qui caractérise le stock de richesses d'une nation.

Toutefois, les composantes de ce modèle connaissent diverses formes façonnées par quatre césures historiques du complexe technico-culturel et de la gouvernance. Une cinquième est en cours et va radicalement changer le cours de l'humanité avec la société du virtuel qu'initient déjà la numérisation, l'automatisation et l'intelligence artificielle.

La 1^{ère} rupture, après l'outil, le feu et le langage articulé au Paléolithique, est une césure du complexe technico-culturel qui intervient avec l'invention de l'agriculture au Néolithique, vers le XII^{ème} millénaire av. J.-C. Elle fait que l'Homme cesse d'être nomade, devient sédentaire, construit son habitat en dur, aménage son territoire, cultive la terre ... On assiste ainsi à l'instauration de la ville, de l'artisanat, au règne de la force, à la hiérarchisation des individus, au passage de l'économie de prédation à l'économie de production et, finalement, à la rénovation de la gouvernance. C'est l'éclosion de la société capitaliste (figure ci-contre) par l'affirmation de la « loi du plus fort » et de la privatisation de l'acquisition, avec comme corollaires l'appropriation et l'accumulation des terres et des esclaves. D'où la constitution d'un capital primitif et l'émergence d'un modèle de société où la « gouvernance du Chef », au service d'une oligarchie du pouvoir de la force, subordonne le travail humain au capital. Et, bien que l'organisation de la société change et qu'elle différencie les oligarques des travailleurs, la conception du monde reste néanmoins la même, attachée à la pensée sacrée et magique, dont le pouvoir est l'une de ses manifestations par l'affirmation de l'existence d'un ordre naturel.



La 2^{ème} césure du complexe technico-culturel et de la gouvernance intervient vers 3 500 ans av. J.-C. avec l'invention de l'écriture (outil du complexe technique et de gouvernance) qui transforme le modèle primitif du capitalisme par la création des grands empires, lesquels introduisent les notions de Nation, d'Etat et d'Administration comme des instruments de gestion des grands nombres. Elle marque le passage de la civilisation tribale à celle des grands empires d'Egypte et de Mésopotamie, selon deux formes opposées du capitalisme primitif (schéma ci-contre). L'Egypte, où pharaon est propriétaire de tout et de tous, introduit le modèle primitif du capitalisme « socialiste » monopolistique d'Etat, avec la centralisation et la planification, dans une optique d'égalité des citoyens qui restent néanmoins subordonnés à pharaon. A l'opposé, en Mésopotamie, les monarques façonnent le modèle



primitif du capitalisme libéral, en valorisant l'initiative individuelle et la propriété privée, où émerge déjà la distinction entre le producteur et le consommateur. Avec ces deux civilisations, la loi du plus fort s'institutionnalise et se légitime par la pensée sacrée, sous la forme d'une vision religieuse du Monde (religion, idéologie du pouvoir, ...), où le pouvoir se manifeste par la mise en œuvre d'une légalisation du processus d'appropriation et d'accumulation de la richesse, des uns au détriment des autres. Finalement, en imprégnant la société d'une conception mystique du monde qui élève les monarques au rang des dieux, et en institutionnalisant l'appropriation et l'accumulation des richesses, l'Egypte et la Mésopotamie transforment le capitalisme primitif, que régit la force musculaire, en une alternative institutionnelle du capitalisme, libéral ou socialiste d'Etat. Pour autant, le complexe technico-culturel reste empirique, l'économie toujours dépendante des équilibres naturels et l'échange continue de se réaliser par le troc, où l'offre et la demande s'égalisent par la double coïncidence des besoins.

La 3^{ème} césure du complexe technico-culturel et de la gouvernance est le produit du « miracle » grec, lequel parachève la mise en forme du modèle primitif, sous la forme du capitalisme libéral de marché. A partir du 5^e siècle av. J.-C, en effet, la Grèce libère la compréhension de la pensée sacrée, crée la pensée rationnelle et laïque, et introduit trois puissants outils de transformation du réel et de la société : la science pour rationaliser la compréhension et le complexe technique ; la démocratie pour améliorer le vivre ensemble et l'économie marchande monétaire pour faciliter les échanges, mais également en renforçant et opacifiant le capitalisme libéral (la loi du plus fort et l'appropriation).

L'introduction de la monnaie (*pièce or, bronze... frappée*), en tant qu'intermédiaire des échanges, unité

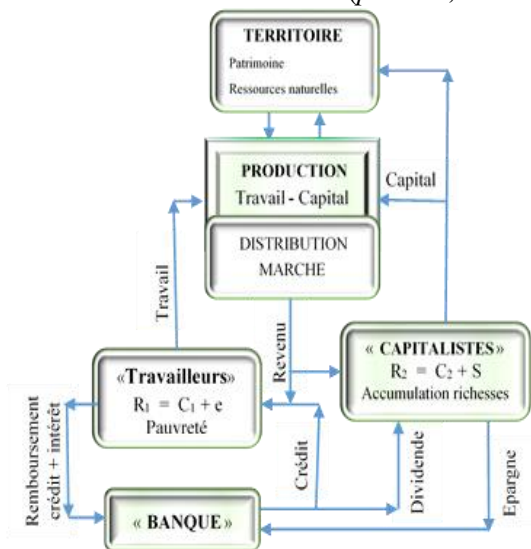


Figure 5 : Architecture économique du modèle capitaliste moderne

de compte et réserve de valeur, dissocie l'offre de la demande, fixe le profit comme objectif de l'offreur et l'échange se réalise sur le marché. La demande étant par nature subordonnée à l'offre, le marché devient alors un « lieu » de confrontation à la fois de la satisfaction des besoins pour les consommateurs et de recherche de profit pour les producteurs. La Grèce remodèle ainsi, du moins en théorie, l'ossature du capitalisme libéral marchand (*schéma ci-contre*) qu'a initié la Mésopotamie, tout en complétant et « modernisant » les formes d'appropriation primitive des richesses (*force physique, guerre, esclavage, propriété privée des moyens de production*). Avec la monnaie, le marché libéral, la banque (*collecteur et prêteur*), l'endettement, elle transforme l'économie réelle de troc en économie monétaire marchande et commerciale. De plus, avec son système monétaire,

elle dualise l'économie en réel et monétaire, et, par suite, rend les activités économiques tributaires de la production et de la répartition de la masse monétaire en circulation (*les revenus disponibles des agents économiques*). Autrement dit, elle subordonne l'économie réelle à l'économie monétaire, qu'elle renvoie à la formation des revenus, à la disponibilité des métaux précieux (*Or, argent ...*) et à l'autorité monétaire (*monarque, Etat ...*) qui en décide la production pour financer notamment ses dépenses (*militaires, employés ...*). La satisfaction des besoins de la population se trouve dès lors liée à la masse monétaire en circulation et à sa répartition en revenus disponibles, lesquels dérivent du travail, du capital, du profit.

En réalité, les conditions de vie matérielle en Grèce restent traditionnelles et dépendent, pour l'essentiel, de l'énergie musculaire (*travail manuel des esclaves, ...*) et des caprices de la nature (*prédation, agriculture, artisanat...*). Toutefois, bien que leurs outils de production restent rudimentaires, il n'y a ni moteur, ni industrie, ni électricité, le complexe technico-culturel connaît une véritable révolution avec l'introduction de nombreuses innovations, telles que l'écriture alphabétique et la monnaie qui remodèle l'économie réelle en une économie monétaire libérale de marché. Un capitalisme libéral qui fait désormais de la libre entreprise et de l'intérêt personnel la finalité de l'économie, plus que la satisfaction des besoins des citoyens. Une inversion des valeurs qui met l'individu au service du capital, et non plus l'économie au service du bien-être des individus. Pourtant la Grèce aspire, avec la démocratie, à concilier liberté individuelle, égalité des citoyens, solidarité et intérêt commun, alors même que démocratie et capitalisme sont incompatibles. D'ailleurs, Platon et Aristote s'opposent au profit pour le profit, ainsi qu'à l'appropriation et l'accumulation en soi des richesses.

Bref, par ses innovations, sa vision rationnelle du Monde et son modèle économique, la Grèce révolutionne le modèle standard des sociétés en changeant radicalement la nature de ses composantes et de la dynamique d'organisation et de fonctionnement de la société. Elle fixe les fondamentaux de la société contemporaine et ouvre la voie aux fondations matérielles, intellectuelles et scientifiques de la société moderne où, désormais, la société peut être pensée avant d'être produite. Avec elle, le processus historique de développement cesse, du moins en théorie, d'être empirique et aléatoire, pour ne dépendre que des progrès techniques que produisent les sciences (*mathématiques, physique, chimie, biologie et leurs applications*) et des progrès sociaux voulus par les citoyens et mise en œuvre par la gouvernance. Néanmoins, avant que ce modèle se concrétise à partir de la fin du 18^{ème} siècle, l'organisation et le fonctionnement des sociétés restent, durant plus de 2 000 ans, traditionnelles, que caractérisent une source d'énergies naturelles (*muscle, vent ...*), une organisation du travail manuel et un ensemble d'outils et de techniques qui évoluent lentement de façon empirique et aléatoire.

Enfin, la 4^{ème} césure du complexe technico-culturel et de la gouvernance est issue de la convergence en Europe, à partir du 15^{ème} siècle, des acquis du passé et tout particulièrement de la vision grecque du monde, des innovations techniques de l'Orient (*lentille, imprimerie, boussole, poudre à canon...*) et de l'accumulation des richesses que s'est appropriée l'Europe (*or, terres, colonisation, esclaves...*) :

- L'Europe assimile et développe la vision grecque du monde et notamment ses trois puissants outils de transformation des sociétés, (1) la science avec la pensée rationnelle et laïque, (2) la démocratie avec les idées de liberté, d'égalité et d'intérêt collectif, et (3) l'économie monétaire ... ;
- La lentille optique donne lieu à la fabrication du microscope et télescope, les principaux outils de l'étude des sciences (*physique, astronomie, chimie, biologie...*) ;
- L'imprimerie devient le support de la diffusion populaire de la connaissance ;
- La poudre à canon, dont la mise au point d'armes à feu (canon, fusil,) lui assure la suprématie militaire et la domination coloniale ;
- La boussole a permis les voyages en hautes-mers et, par suite, la découverte des Amériques qui a débouché sur la colonisation, la traite des noirs, le pillage de l'or (*synonyme de monnaie*) ... lesquels ont réalisés l'enrichissement de l'Europe.

L'exploitation et le perfectionnement durant trois siècles de cet héritage des acquis du passé a finalement abouti, au 18^{ème} siècle, à d'importants progrès scientifiques et techniques, ainsi qu'au siècle des Lumières, qui condamne l'obscurantisme au profit de la raison. Lesquels sont à l'origine de la révolution industrielle que caractérise la mécanisation du Complexe Technico-culturel par l'introduction de la production artificielle de l'énergie (*secondaire*), de la machine et de la mécanique des métaux, dans l'organisation et le fonctionnement de l'économie. Tout un ensemble de transformations qui s'accompagne alors de la diffusion des concepts de liberté, d'égalité et de solidarité, que véhicule l'idée de démocratie. Il en résulte, qu'en s'industrialisant, les composantes de la société changent radicalement de nature et on assiste au passage d'une économie traditionnelle, manuelle, à faible productivité et dont l'évolution est empirique, à une économie industrielle à forte productivité des facteurs de production, qu'autoentretiennent les progrès technologiques et la formation professionnelle.

Différence de structuration entre société traditionnelle et industrielle			
Modèle standard		Société Traditionnelle d'avant la RI.	Société industrielle
Nature		Société clanique, d'oralité et de traditions imprégnées de la pensée magique	Société régulée par la science, l'idéologie et une même identité nationale.
Moteur	Vision Monde	Existence d'un ordre naturel hiérarchique	Alternative : Scientifique / Spirituel
	Cplx-TC	Manuel, empirique et aléatoire	Mécanisé et motorisé (<i>électricité...</i>)
	– Technique	– Energie naturelle, travail manuel et Outils traditionnels ;	– Production artificielle d'énergie, du travail et de machine-outil
	– Compétences.	– Savoir-faire familial et traditionnel	– Ecole obligatoire + formation du citoyen.
Système économique	Gouvernance	Du chef ou d'un clan	D'idéologie libérale ou socialiste
	Population	Attachée au traditionnel et au sacré	Diversité culturelle (<i>science, art, lettre ...</i>)
	– Statut individu	– Hiérarchisé de maître, serf, esclave ...	– De citoyen et rapport capital-travail.
	– Qualité de vie.	– Faible niveau vie et grande inégalité	– Élevée en moyenne, mais hiérarchisé
	Territoire	Dualité ville-campagne	Aménagement doté d'infrastructures et d'équipements modernes.
	Économie	Agricole, artisanale et commerciale à faible productivité :	Industrielle de marché ou de planification à forte productivité :
	– Capital ;	– Faible accumulation du capital ;	– Forte accumulation du capital (<i>Usine...</i>) ;
	– Travail	– Faible division du travail (<i>cultivateur, artisan, commerçants ...</i>) ;	– Forte division du travail (<i>actionnaire-salarié : dirigeant, cadre, employé...</i>) ;
	– Echange	– Activité informelle et monnaie métallique	– Marché et monnaie immatérielle (<i>crédit</i>).
Evolution du modèle		Aléatoire (<i>pas de dynamique interne</i>)	Autoentretenu par ses progrès

Concrètement la 1^{ère} RI (1776 – 1875), s'initie en Europe, introduit le travail de la machine dans le mode de production et transforme ainsi l'économie traditionnelle, que caractérise le travail manuel, en économie industrielle, celle de la production par le triptyque énergie artificielle-moteur mécanique-formation professionnelle des salariés. Cette mécanisation de l'économie se traduit par une forte

augmentation de la capacité de production qui s'accompagne d'un remodelage de l'organisation du travail et du fonctionnement de la société. La seconde RI (1876– 1975), pour sa part, approfondit et modernise l'industrialisation avec l'électricité, le moteur à explosion, le carburant fossile, la chimie de synthèse, l'électronique et une évolution spectaculaire des libertés, de l'éducation populaire, de la science et ses technologies...

Ces deux RI ont transformé la société traditionnelle de certains pays en société industrielle développée et créé un fossé de développement entre les pays, en introduisant de nouvelles logiques de développement, d'autorégulation. Toutefois, développées ou non, toutes les sociétés contemporaines conservent la même architecture du modèle standard, dont le capitalisme, que régit la loi du plus fort et ses corollaires l'appropriation et l'accumulation, reste l'archétype. Par ailleurs, la diffusion des connaissances et de l'idée de démocratie ont, en réaction aux abus du capitalisme libéral (*inégalité, misère...*), éveillé la conscience populaire et nourri des alternatives socialistes au capitalisme. Depuis, il existe deux visions idéologiques antinomiques de l'économie. Au capitalisme libéral, qui réduit l'objet de l'économie à la recherche de l'intérêt personnel, la libre concurrence, la propriété des moyens de production et l'accumulation des richesses, le socialisme oppose comme finalité de l'économie la satisfaction des besoins, la réduction des inégalités sociales et un Etat pilote des activités économiques et sociales. Mais aujourd'hui, au-delà de ces différences, les véritables enjeux sont les perspectives de développement qu'elles offrent.

2. Le développement et ses logiques

Le développement des sociétés est devenu un objet d'étude économique qu'après la seconde guerre mondiale et, depuis, il n'existe toujours pas de définition consensuelle ; chaque approche ne retient qu'un déterminant spécifique, telles que la croissance, la dépendance, les institutions ...

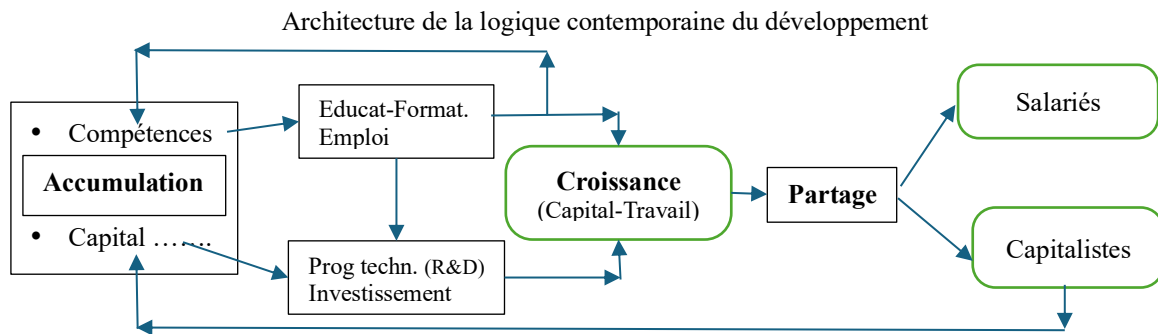
Au vu de notre présentation de l'évolution et de la transformation des sociétés, il ressort que le développement d'une société ne se réduit pas à de tels déterminants, ni à la croissance des activités, ni à la richesse des nations. De notre point de vue, il se rattache aux mutations conjuguées du complexe technico-culturelle, de la gouvernance et de l'accumulation du capital (*humain, savoir, patrimoine...*). Il convient toutefois de retenir que :

Le développement est un processus dynamique sociétal d'amélioration régulière des conditions de vie et de satisfaction des besoins individuels et collectifs des populations.

Autrement dit, c'est le produit des progrès techniques, culturels et sociaux (*faire mieux avec autant - productivité*) et d'une gouvernance de pilotage qui le réalise à partir de l'accumulation du capital dont elle dispose.

Avant la révolution industrielle (*introduction de couple machine-énergie secondaire*) toutes les sociétés étaient de nature traditionnelle et hiérarchisées par des formes d'institutionnalisation de la « loi du plus fort ». Elles évoluaient lentement, de façon empirique et au même rythme. Depuis, la transformation de la société traditionnelle en société développée passe par la mécanisation de l'économie (*l'industrialisation*), laquelle est devenue indissociable de l'innovation et de la formation professionnelle. C'est elle qui assure les sauts de la productivité des facteurs de production (*capital, travail ...*) et, par suite, résout le problème de la production, face à la pression de des besoins. Reste dès lors à résoudre le problème du partage, lequel relève de la gouvernance, soit de marché pour le capitalisme libéral, soit de la redistribution par l'Etat pour le socialisme. L'architecture de sa logique renvoie au traitement des déterminants de la croissance pour les uns, auxquels les autres rajoutent des problèmes de gouvernance et de partage.

Le schéma suivant, en présente une illustration :



Finalement, la révolution industrielle a créé un fossé de développement entre pays développés (PD) et les autres (PND). Jusqu'ici, une quarantaine de pays ont su se développer (*y compris* BRIC), sans pour autant remettre en cause la hiérarchisation sociale des citoyens et l'institutionnalisation de la loi du plus fort. Les autres (154 pays) restent pour l'essentiel dépendant des PD.

a) Les pays développés et leur logique de développement

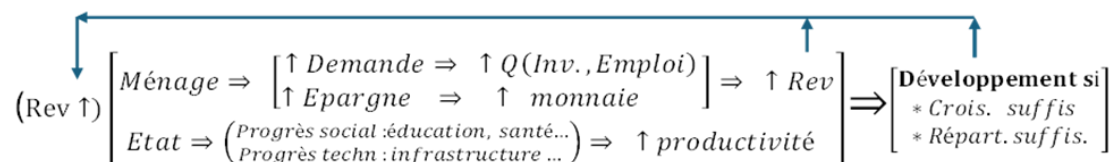
Toute société développée se caractérise par un même état d'avancement des composantes de son système socio-économique :

- * Une population « unifiée », éduquée, partageant une même identité d'appartenance nationale et dont les élites maîtrisent les sciences et les techniques ;
- * Un territoire bien aménagé pour assurer la mobilité, la sécurité et un cadre « agréable » de vie ;
- * Une économie industrialisée qui sait financer et produire la satisfaction de ses besoins ;
- * Bien intégré aux relations et échanges extérieures.

Des éléments sur lesquels opère un moteur d'évolution et de transformation, constitué :

- * D'une accumulation suffisante de capitaux (*Compétence, Monnaie et Patrimoine*) ;
- * D'une maîtrise de la transmission et de la production des sciences et techniques ;
- * Une gouvernance (*capitalisme ou socialisme*) qui sait assurer la cohésion du vire ensemble.

Ils savent produire et financer leurs activités et autoréguler leur développement, via le **cercle vertueux** :



C'est eux qui organisent le Monde, produisent les connaissances, les techniques et les standards de vie. Ils conçoivent et imposent l'ordre international, produisent des technologies de plus en plus sophistiquées et coûteuses, contrôlent les marchés financiers (*capitaux*) spéculatifs et omniprésents ...

b) Les pays non développés et leur logique de développement

Les PND ne savent pas, pour l'essentiel et par eux-mêmes, financer, produire et satisfaire leurs besoins. Ils non pas encore su transformer suffisamment leur société traditionnelle, de sorte que leur système socio-culturelle diffère radicalement de celui des PD :

- * Leur population est hétérogène, peu éduquée, imprégnée de traditions ... ;
- * Leur territoire est mal ou peu aménagé pour offrir des garanties suffisante d'existence ;
- * Leur économie est désarticulée par la coexistence de l'industriel et du traditionnel ;
- * Leur dépendance aux PD pour les capitaux, les technologies, la formation professionnelle.

Les composants de leur système socio-économique sont inadaptés aux changements et ceux de leur moteur sont également défaillant, avec :

- * Une gouvernance d'instabilité, autoritaire, corrompue ... ;

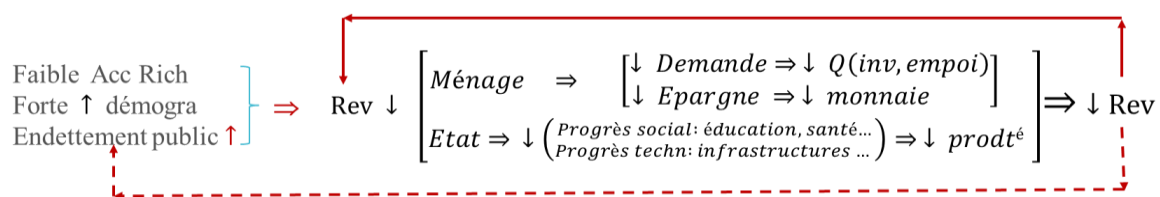
- * Un déficit chronique d'accumulation du capital (*humain, financier et matériel*) ;
- * Une insuffisance de financement et de maîtrise scientifique et technique.

Une simple amélioration de leurs conditions de vie ne suffit pas, car les PD poursuivent leur évolution, de sorte qu'il leur faut vite s'industrialiser et combler à un rythme très élevé leurs retards de développement pour rattraper les conditions et les niveaux de vie des PD. Aussi, pour eux, le développement est un défi et pour réussir, il leur est indispensable :

- * De substituer à leur pensée traditionnelle une vision rationnelle pour s'adapter à l'évolution des changements de la modernité ;
- * D'accéder à la formation, aux capitaux et à la maîtrise des technologies modernes ;
- * De se libérer de la dépendance aux PD (*Multinationale, les termes de l'échange ...*).

A cette fin, les obstacles à surmonter sont nombreux :

- * Mentalités, traditions, communautarisme ... qui s'opposent à la rationalité
- * Existence d'un Ordre international contraignant (*écologie, droit de l'Homme...*)
- * Le redoutable **cercle vicieux** :



Tous ces pays font actuellement face aux mêmes contraintes de mutation technique, sociale, écologique, aspiration populaire^o... et, par conséquent, doivent trouver d'autres voies et stratégies de développement.

3. Les perspectives actuelles d'évolution sociétale

Actuellement, une 5^{ème} césure de transformation sociétale est en cours au sein des sociétés développées. D'un côté, une 3^{ème} révolution industrielle se déploie depuis la fin des années 1970 et refonde le complexe technique avec la numérisation, l'automatisation et l'intelligence artificielle. De l'autre, la nécessaire réindustrialisation d'une économie décarbonée - qu'exige la préservation des écosystèmes - la mondialisation et l'affrontement des deux visions du capitalisme imposent un changement radical de paradigme de gouvernance et d'ordre international.

a) Le nouveau complexe technique : Automatisation, intelligence artificielle et globalisation

Avec la 3^{ème} RI, celle de la numérisation, de l'automatisation, de l'interconnexion et de l'intelligence artificielle, la scienceⁱ et la technologie dotent la société d'un immense pouvoir de transformation et de production, tant du réel et que du vivant. Elles permettent aujourd'hui d'entrevoir l'extension du réel et de sa coexistence avec le virtuel, pour le meilleur ou pour le pire.

Après avoir maîtrisée l'électricité comme source d'énergie, le moteur comme moyen de transformation, l'informatique (*ordinateur + logiciel*) comme outil de stockage et de traitement automatique de l'information numérisée, ainsi que de communication et d'investigation, la microphysique, la chimie moléculaire et la biologie cellulaire explorent maintenant la fabrication en soi de la matière et du vivant. En sachant par exemple voir, déplacer et manipuler les atomes (*les briques de la matière*), ainsi que les cellules et les gènes notamment humains (*les briques du vivant*), la société est désormais en mesure, avec la numérisation, l'ordinateur (*bientôt quantique*) et les technologies NBIC (*Nanotechnologie, Biotechnologie, Informatique et Sciences Cognitives*), de produire de nouveaux matériaux, de nouvelles espèces vivantes, des objets intelligents et finalement de se transformer en une société d'automatisme, d'interconnexion d'objets intelligents et de virtualité. Une extrême rénovation du complexe technico-culturel est déjà engagée avec en particulier :

- * La numérisation en cours de la société, où un objet s'identifie à une suite de nombres, ouvre la voie à la duplication et à l'exploration du réel dans un univers virtuel. Elle est, avec l'ordinateur et l'intelligence artificielle, l'infrastructure primitive de toute la réorganisation sociétale ;

- * L'ordinateur, bientôt quantique, travaillera à l'échelle atomique et fonctionnera des milliards de milliards de fois plus vite que les ordinateurs actuels. Il révolutionnera donc le monde de la production, de l'information et du traitement des données pour résoudre en quelques secondes des problèmes complexes et encore insolubles actuellement, notamment en science, en économie, en sciences humaines... En particulier l'ordinateur quantique permettra de créer de nouvelles molécules et casser tout système de sécurité cryptographique ;
- * L'intelligence artificielle (IA), qui simule les fonctions cognitives, permet de construire des microprocesseurs intelligents et des objets dotés d'intelligence capable de s'autoréguler, d'apprendre, de prendre des décisions, d'effectuer des choix complexes... Ses applications interviennent dans de très nombreux domaines, éducation, santé, industrie... Les véhicules automatiques, les robots autonomes, l'informatique cognitive et les usines intelligentes sont déjà des réalités ;
- * La nanotechnologie traite de la manipulation de la matière à l'échelle atomique et moléculaireⁱⁱ, ainsi que ses interférences avec le vivant. Elle développe des techniques d'observation et d'assemblage de particules microscopiques pour fabriquer des nano-objets et des nano-systèmesⁱⁱⁱ, que l'on retrouve déjà en électronique, en informatique, en biologie, en médecine, en médecine régénérative et dans l'industrie. Bien que récente, son intervention en santé et en médecine est maintenant bien visible dans la prévention sanitaire, le diagnostic médical et le traitement des pathologies avec notamment, d'une part, les « biopuces » qui identifient et repèrent des microorganismes (*virus*, *bactérie*) ainsi que des anomalies génétiques, et, d'autre part, les nano-vecteurs pour véhiculer des médicaments jusqu'aux cellules spécifiques concernées ;
- * Internet (*réseau d'interconnexion des ordinateurs*), le Web (*réseau d'interconnexion des informations numérisées stockées*) et leurs dérivées tels que le Cloud, la blockchain, l'Internet des objets (OiT) ... sont des outils de stockage, de traitement et d'échanges d'informations, à l'échelle de la planète ;
- * L'imprimante 3D, qui imprime en trois dimensions (*de quelques microns à plusieurs mètres*) des objets de toute nature à partir de divers procédés et matières premières, change radicalement le mode de production industrielle, artisanale et artistique. Tous les domaines d'activité sont concernés : industrie, joaillerie, médecine, alimentaire... Par exemple les imprimantes 3D peuvent construire des robots, des machines-outils, des imprimantes 3D, des maisons... Même en biologie, la bio-impression permet de fabriquer en 3D des cellules vivantes, des substances multicellulaires complexes, des tissus humains de remplacement et des organes fonctionnels à partir de matériaux tels que l'hydrogel, les cellules souches ...
- * L'Industrie 4.0 est la constitution d'un réseau d'usines intelligentes par l'intégration de la numérisation, de l'informatisation et de l'automatisation des activités de production, en vue d'optimiser la productivité et la rentabilité des entreprises ;
- * La monnaie numérique ou crypto monnaie, produite de pair à pair et décentralisée, émerge et pourrait faire disparaître les banques, lesquelles produisent la monnaie à partir de l'épargne et l'endettement. Elle pourrait donc supprimer le monopole monétaire international de l'Occident et installer la coexistence de monnaies régionales ou encore de nouvelles formes de financement des activités économiques et sociales.

L'Intelligence artificielle, la robotique, l'Internet des objets, les technologies de stockage et de localisation (*Big-Data*, *Cloud*), ainsi que l'imprimante 3D et les interfaces homme-machine, reconfigurent complètement l'organisation et le fonctionnement de la société et tout particulièrement le mode de production et de répartition que l'on peut déjà imaginer comme un réseau automatisé et d'interconnexion d'entreprises intelligentes où les salariés n'auraient plus leur place, sauf le cas échéant dans le secteur des services tels que l'éducation, la santé, l'aide social, la sécurité, les loisirs...

b) Des Gouvernances d'alternatives capitalistes

En réalité, les sociétés capitalistes ne se réduisent pas aux seuls pays développés de l'Occident ; elles sont partout omniprésentes. Le capitalisme, en effet, se ramène à une forme d'institutionnalisation de la loi du plus fort, laquelle se manifeste par un processus sociétal d'appropriation et d'accumulation des richesses ou des pouvoirs, des uns au détriment des autres. Il subordonne l'individu au « capital », tant

sous sa forme libérale de propriété privée des moyens production, que de pouvoir religieux, idéologique et politique. Or, en ne remettant pas en cause les modes opératoires de la loi du plus fort, toutes les sociétés contemporaines sont, en ce sens, de nature capitaliste. Elles se présentent soit sous la forme libérale des pays occidentaux, soit sous la forme d'une idéologie politique socialiste dévoyée, comme en Chine et en Russie, ou encore religieux comme dans les pays islamiques (*Iran...*).

Dans sa forme libérale des pays développés, où la liberté individuelle et la propriété privée (*du capital*) sont imposées comme des valeurs cardinales, le capitalisme opère principalement dans le champ de l'économie, par le biais de la privatisation, de la libéralisation, du marché, du profit et de l'adhésion populaire, qu'exige la démocratie, mais qu'endoctrine les médias. L'appropriation se réalise principalement à l'aide du marché, de la politique de l'offre et de la croissance dont le partage, qu'ont imposé les revendications populaires, assure l'amélioration globale des conditions de vie, tout en accroissant les écarts de richesses. A cette fin et pour se justifier, la gouvernance libérale non seulement affirme que tout obstacle à la rentabilité du capital (*accroissement des charges de production, des impôts ...*) et à la libre entreprise met en péril l'investissement, donc l'emploi et la croissance. Elle décrète également que toute confiscation du capital, même au nom de l'intérêt général, est intolérable en tant que violation de la propriété privée. Et, pour se protéger, elle se présente comme le meilleur garant du bien-être des populations et façonne l'adhésion populaire au moyen de l'éducation et des médias, dont le discours repose sur une sacralisation excessive de la liberté individuelle. Ainsi, le libéralisme remet mécaniquement en cause les fondements de la démocratie en dissociant la liberté du triptyque liberté-égalité-solidarité, de sorte que la recherche individuelle du profit et le chacun pour soi vont à l'encontre de l'égalité et de la solidarité. Finalement, l'économie libérale nourrit l'individualisme et ses corollaires l'égoïsme et la violence (*loi du plus fort*), lesquels se manifestent de plus en plus.

Dans sa forme idéologique, qu'elle soit religieuse, socialiste ou non, le capitalisme opère dans le champ du social et des consciences, en renforçant la solidarité au détriment des libertés individuelles, sans pour autant se priver de l'appropriation des richesses (*matérielles ou immatérielles*). Il se manifeste par la centralisation et la confiscation du pouvoir qu'il justifie par des dogmes idéologiques, politiques et religieux. Aussi, autant que le capitalisme libéral, cette alternative du capitalisme, qui ne tolère pas la propriété privée et les libertés individuelles, bafoue, au profit du collectivisme, la démocratie en dissociant la solidarité du triptyque démocratique « liberté-égalité-solidarité ».

Quelle que soit donc sa forme, le capitalisme (*appropriation et accumulation des richesses ou des pouvoirs*) menace l'existence même des masses populaires, en élargissant de plus en plus son domaine à toute forme de production. A la limite, on pourrait craindre l'établissement d'une dictature de l'oligarchie du capital, d'autant que l'appropriation (*notamment avec la recherche du profit*) s'étend maintenant, après l'esclavage, à la production et à la marchandisation de l'humain (*GPA, utérus humain, fabrication artificielle de bébés ...*). Pire, avec la société de l'automatisation, de l'intelligence artificielle et de la robotique, qui s'initie, le capital (*machines intelligentes et interconnectées*) est en voie de devenir le seul facteur de production. La constitution de réseaux d'entreprises intelligentes, automatisées, interconnectées et qui fonctionneront sans salarié, n'est plus une utopie. Sans donc sa remise en cause, que deviendront alors les salariés ? Seront-ils voués à disparaître ou à devenir les « jouets » des riches ?

Ces deux courants idéologiques du capitalisme, libéral et socialiste, coexistent au sein même de nos sociétés, notamment occidentales, et ils s'opposent pour organiser et transformer la société. Ils s'affrontent sur la conception qu'ils se font de l'individu et de la société. La vision libérale, le premier, reste attachée au sacré, à l'existence d'un ordre naturel qu'il ne faut pas transgresser. Elle affirme le primat de l'individu sur la société, la primauté du capital sur le travail et la subordination de la demande à l'offre. Pour elle, l'individu est un être libre, rationnel et responsable, dont la satisfaction des besoins passe par la recherche de l'intérêt personnel sans se préoccuper des autres. Aussi, réduisant le fonctionnement de l'économie aux seules lois du marché (*liberté individuelle, propriété privée des moyens de production, libre concurrence...*) et à la recherche du profit, cette vision libérale préconise la mise en œuvre de politiques de libéralisation (*privatisation, dérèglementation ...*) afin de réduire l'intervention de l'Etat, de procéder à la défiscalisation du capital (*réduction des charges, des impôts du capital...*) pour le retenir, de soutenir l'investissement pour accroître l'accumulation du capital, de déréglementer la législation des marchés pour les rendre plus efficaces ... Selon elle, ce sont le marché, le capital et la recherche du profit qui permettent d'investir, d'employer, de produire, de verser des

revenus et, par suite, de créer la demande nécessaire à la satisfaction des besoins. Pourtant, bien que mises en œuvre en Occident, depuis les années 1980, on ne constate pas de véritables progrès sociaux, ni de réduction des écarts de richesses entre les plus riches et les plus pauvres, bien au contraire.

Le second courant, le « socialisme », trop souvent dévoyé par l'autoritarisme et le dirigisme idéologique de ses gouvernants^{iv}, revendique par contre, en théorique, le primat de la société sur l'individu et se dit attaché à la cohésion du vivre ensemble. Pour lui, les individus doivent, certes être libres et responsables, mais également tous solidaires et égaux en droits et en devoirs. Et, constatant qu'il n'y a pas d'offre sans demande, il préconise, pour relancer les activités économiques (*emploi, production, croissance ...*), une politique de la demande (*salaire, investissement public ...*) dont la mise en œuvre en Occident, après la seconde guerre mondiale, atteste d'une certaine efficacité jusque dans les années 1970. Pour cette idéologie socialiste, la politique libérale, celle de l'offre et du profit individuel, n'est que l'avatar du capitalisme libéral débridé qui ne fait que masquer les diverses formes d'appropriation et d'accumulation du capital, par exemple :

- * La confiscation de la productivité du travail, qui permet de produire plus avec autant, et qui ne s'accompagne pas systématiquement d'une réduction du temps de travail ou d'une hausse de salaire (*en France, sur la période 1990-2000, la productivité du travail a augmentée de 1,3% alors que l'augmentation des salaires nets annuels moyens a été 0,6%° - source INSEE*) ;
- * Le transfert de masse monétaire au capital, par le mécanisme épargne-crédit-profit, où celui qui emprunte rembourse à terme plus que ce qu'il a reçu. La monnaie étant globalement l'endettement de ceux qui n'ont pas assez au profit de ceux qui en n'ont trop ;
- * Le financement de l'investissement des entreprises par les contribuables, via l'amortissement (*réduction d'impôt sur le bénéfice des entreprises*) ;
- * L'appropriation des progrès techniques (*brevet de fabrication...*), alors même qu'il s'agit d'un produit collectif des acquis de la science ;
- * L'appropriation par l'inflation (*augmentation généralisée des prix*)^v dont le taux est le plus souvent supérieur à celui des salaires, alors même que l'augmentation des salaires se répercute dans les prix, dont les marges relèvent du secret commercial et qu'il est interdit de vendre à perte (*sacralisation du profit*). En France, en 2021 par exemple, le SMIC a augmenté d'environ 1% et l'inflation de 1,6%, la différence étant surtout appropriée par le capital.

Bref, il s'agit de deux visions idéologiques et politiques antagonistes où, d'un côté, le libéralisme se focalise sur la liberté économique qui, pour lui, est le garant du progrès social, et, de l'autre, un socialisme qui, en tant que substrat du vivre ensemble, subordonne en théorie l'économie au social, au nom de l'égalité et de la solidarité.

Toutefois, aujourd'hui, le capitalisme est sous toutes ses alternatives en crise systémique. Au vu de l'ampleur de ses externalités (*inégalité, pollution, réchauffement climatique ...*), il est fortement contesté partout et ses opposants exigent un nouveau mode de production et de consommation, plus respectueux de l'environnement, du bien-être des populations et l'établissement d'une véritable démocratie. Certes, des restructurations sont en cours pour remédier à l'obsolescence des infrastructures industrielles (*technologies désuètes, adaptation à la 3^{ème} RI ...*), mais sans pour autant renoncer au capitalisme, surtout libéral de la propriété privée des moyens de production.

D'autres voies d'évolution existent et possibles sans substrat idéologique autre que celui du bien-être pour tous. A l'instar des réflexions de la Grèce classique, diverses perspectives de sociétés "idéales" peuvent être envisagées avec la science, qui permet de les imaginer, et la démocratie, pour les réaliser. Déjà, Platon et Aristote remettaient en cause le profit et la monnaie en tant que mécanisme d'appropriation et d'accumulation des richesses et des pouvoirs. Pour eux, il ne saurait y avoir de véritable société démocratique sans l'éducation des citoyens et l'existence d'une gouvernance de juste équilibre entre liberté, égalité et solidarité, et donc de répartition équitable des richesses et des pouvoirs. Une telle approche du développement passe, bien évidemment, par le retour de l'économie à sa finalité première : l'amélioration de la satisfaction des besoins et du bien-être de tous et chacun. Or, la société capitaliste, dont la dynamique est un processus d'appropriation des uns au détriment des autres, n'est pas compatible avec une vraie démocratie, laquelle doit s'attacher à concilier et équilibrer pour tous liberté, égalité et solidarité. Aussi, les alternatives du capitalisme, libérales ou socialismes dévoyés, ne

sont pas des solutions crédibles pour un monde meilleur. En effet, avec l'automatisation du mode de production (*entreprises automatisées sans salarier*), le capital deviendra le seul facteur de production et le modèle capitaliste, qui fonctionnent sur l'appropriation et la privatisation des richesses et des pouvoirs, ne sera plus opérationnel et pourrait prendre la forme d'une dictature (*privée ou publique*) où les masses populaires pourraient être payées pour consommer et être au service du bon plaisir de leurs maîtres.

4. La Problématique du développement des PRD

De nos jours, le développement n'est plus un processus empirique, ni aléatoire, ni qui s'improvise. Il se calcule en conjuguant progrès scientifique, accumulation du capital et gouvernance de progrès social. C'est un travail d'experts que pilote un État stratège, au service de la justice sociale, des solidarités et de l'intérêt commun. En revanche, il n'est pas forcément, conformément à l'histoire de l'humanité, le produit de la démocratisation, ni des lois du marché libéral, comme le prétendent les politiques néolibérales et les instances occidentales.

Pour les PRD, le développement revient à transformer des sociétés imprégnées de la pensée sacrée, à faible productivité et à faible niveau de vie, en des sociétés rationnelles et industrialisées. Ils disposent, à cette fin, de bon nombre d'atouts (*ressources naturelles, jeunesse de la population...*), se heurtent néanmoins à d'importants obstacles (*institutions, monnaie de financement, savoirs, savoir-faire techniques...*), qu'il leur faut vite surmonter.

a) Les handicaps de développement des PRD

Après avoir pillé, accumulé et fait fructifier d'importantes richesses (*or, monnaie-or, savoirs, savoir-faire...*)^{vi}, l'Occident s'est progressivement industrialisé et développé à son propre rythme, sans véritable contrainte internationale, ni démocratie. Depuis, il organise le monde, fixe les standards de vie et impose un ordre international éthique, juridique, économique et financier contraignant (*Droits de l'Homme, ouverture des frontières, libre-échange...*). Un environnement complexe, que renforcent aujourd'hui les exigences du développement durable, auquel les PRD doivent maintenant faire face. Dans un tel environnement, que n'ont pas connu à l'origine les PD, ils se heurtent à d'importantes difficultés d'industrialisation, de culture scientifique, de financement et de gouvernance. Pour se développer, ils doivent arriver à surmonter un grand nombre d'obstacles, notamment :

- (1) La dépendance et la subordination. Avec le canon, la boussole, la voile et plus tard la vapeur, l'Europe s'est enrichie en conquérant et en colonisant tous les continents. Elle a façonné la plupart des pays en retard de développement d'aujourd'hui. Sa colonisation, à la recherche de main-d'œuvre, de matières premières et de débouchés, a même imposé à ces pays une langue, une religion, une culture littéraire et une organisation sociale. Mais elle s'est bien gardée de les industrialiser et de leur transmettre la pensée rationnelle et, ainsi constituer des élites scientifiques autochtones. Depuis, les contraintes internationales, la mondialisation, l'accélération des progrès et les standards de vie, qu'impose le capitalisme, placent ces pays dans un contexte de développement extrêmement difficile, d'autant qu'ils sont maintenus dans des états de subordination politique, technologique, économique et financière. Le capitalisme se nourrit de leur sous-développement avec la coopération, le libre-échange, l'ouverture des marchés... Des mécanismes d'appropriation qui, par exemple, font que les pays industrialisés achètent à bas prix (*faible monnaie locale*) les ressources naturelles du Tiers-monde, pour les transformer en produits manufacturés qu'ils leur vendent aux prix fort.
- (2) L'accès aux savoirs et savoir-faire (*science, technologie ...*). La mécanisation de la société et l'industrialisation sont aujourd'hui des impératifs incontournables du développement qui requiert la maîtrise des sciences et des techniques. Sans elles, et au vu de l'importance de leur évolution démographique, les pays du Tiers-monde ne sauraient obtenir des taux de croissance économique suffisamment élevés pour satisfaire leurs besoins de consommation, d'infrastructures, d'équipements collectifs, d'éducation, de santé.... Aucun pays développé, en effet, n'a pu l'être sans avoir, à l'origine, des taux de croissance très élevés, deux à trois fois supérieurs à celui de leur démographie. Une forte productivité est une condition nécessaire pour le Tiers-monde qui, à la fois,

doit améliorer la consommation populaire, s'équiper, aménager ses territoires et se restructurer afin de garantir l'évolution des conditions d'existence et de bien-être individuel et collectif des citoyens (*éducation, santé, logement, transport...*). Or, pour l'essentiel, le Tiers-monde reste traditionnel (*agricole, artisanal, informel...*), dispose de peu d'accumulation de capital, dont une insuffisance notoire de scientifiques, d'ingénieurs et techniciens... Pire, en s'étant approprié les progrès techniques (*brevet, secret de fabrication...*), les réserves de capitaux (*stocks d'or, de monnaie, d'actifs financiers...*) et en pratiquant des politiques de subordination et de mainmise sur leurs ressources naturelles, l'Occident s'oppose de fait au développement du Tiers-monde. Sans une grade maîtrise des sciences et des techniques, le Tiers-monde restera tributaire des PD

- (3) Les mentalités et les pratiques. Les comportements des populations du Tiers-monde restent à bien des égards attachés à des traditions imprégnées de la pensée magique et, par conséquent, souffrent d'un déficit de rationalité qui conduit trop souvent tant à des remises en cause de la science qu'à des pratiques claniques ou d'autoritarisme (*favoritisme, copinage, corruption...*). De plus, en ayant connaissance des droits universels et des standards de la vie occidentale (*liberté, égalité, sécurité, niveau de vie, santé, éducation...*), ces populations aspirent aux mêmes conditions d'existence qu'offrent les PD et, à cette fin, elles revendiquent l'accès à la connaissance, à la santé, à la sécurité et voire à la démocratie. Partout, en effet, la voiture, les équipements ménagers, le téléphone, l'ordinateur ... sont devenus des biens naturels de consommation, des biens que ces pas ne peuvent pas fabriquer sans l'assistance extérieure. Les pays du Tiers-monde ne disposent pas des process et des brevets de fabrication, ni de l'accumulation suffisante du capital pour produire, répartir et financer leurs activités et leurs besoins. D'où une forme de subordination par importation. Pire, alors même qu'ils détiennent les principales ressources naturelles, indispensables aux économies industrialisées, pour l'instant encore, les conditions commerciales et les termes de l'échange les contraignent à s'endetter de plus en plus et à rester dépendant des PD, notamment pour leur industrialisation, leur financement, les transferts technologiques, la formation professionnelle...
- (4) L'économie et ses cercles vicieux de pauvreté, d'endettement. Sans industrialisation, le Tiers-monde ne saurait seul faire face à sa forte évolution démographique et se développer. Ses économies restent pour l'essentiel traditionnelles et confrontées à de nombreux cercles vicieux. En particulier, la faiblesse des capitaux, des revenus et de l'éducation, associée à une forte évolution démographique, limite la demande solvable, l'épargne, la productivité du travail et, par suite, la production, l'investissement, l'emploi et les recettes fiscales, et, par suite, reproduisent la faiblesse des capitaux, des revenus et de l'éducation. De sorte que les PRD ne cessent de s'endetter auprès des PD et des instances internationales (FMI...), qui s'enrichissent à leur dépend, ainsi qu'à travers le libre-échange (OMC ...).

Bref, le diagnostic des retards de développement du Tiers-monde est bien connu. La subordination aux pays développés, les gouvernances "défaillantes", voire dévoyées, la faible mécanisation du complexe technique, l'attachement des mentalités aux pratiques traditionnelles (*pensée magique, communautarisme ...*), les déficits d'aménagement des territoires, l'insuffisance de moyens ... sont, à l'évidence, en cause et doivent subir des thérapies de chocs.

b) Les voies de développement du Tiers-monde.

Le développement du Tiers-monde repose d'abord sur des politiques d'indépendance à l'égard des PD et de modernisation des sociétés, par des gouvernances au service de l'amélioration des conditions de vie des populations. Ces gouvernances doivent, à cette fin, mettre en œuvre des stratégies qui relèvent de logiques de restructuration, d'apprentissage et de rattrapage en vu, notamment, de mécaniser (*industrialisation*) le complexe technico-culturel pour le rattacher à la maîtrise des sciences et des techniques modernes. Bien évidemment, il leur faut d'abord concevoir ce que seront les sociétés développées de demain, puis fixer les bons objectifs et, finalement, arrêter les bonnes stratégies.

Pour imaginer ce que seront les sociétés développées de demain, il suffit de se référer au "nouveau complexe technico-culturel" que crée la 3^{ème} RI en cours, et décrit précédemment. Ces sociétés seront, à l'évidence, numérisées, automatisées, intelligentes et, on l'espère, d'écodéveloppement au service du bien-être de tous. Les PRD doivent saisir cette opportunité de rénovation, laquelle rend obsolète les infrastructures des pays industrialisées qui, de plus, sont en crises systémique (*géopolitiques,*

financières, économiques, sociales...). Pour en profiter, ils doivent rapidement se doter de gouvernances exemplaires, de femmes et d'hommes intègres, compétents au service du seul bien-être des citoyens et attachés au travail coopératif. Il leur faudra en effet rompre avec la tutelle politique, financière et technologique des PD, innover de nouvelles voies de développement et installer d'authentiques outils de régulation de leurs activités. Toutefois, c'est tous ensemble, au moins régionalement, que les PRD arriveront à sortir de la dépendance et se développer. Pour cela, il leur faut bâtir l'unité politique, diplomatique et économique du Tiers-monde, changer les mentalités populaires traditionnelles, maîtriser les sciences et les techniques modernes, et, finalement, fixer de nouvelles modalités de l'économie.

(1) S'unir pour se libérer de la dépendance.

Aucun pays du Tiers-monde, en effet, ne peut s'en sortir seul face aux relations de subordination qu'imposent les pays industrialisés et leurs instances internationales (*FMI, Banque mondiale, OCDE, OMC...*), notamment à travers le libre-échange et leurs politiques contractuelles de libéralisation, de privatisation, de mainmise sur leurs ressources naturelles, de coopération, de corruption... En l'état actuel, les PD gouvernent les économies du Tiers-monde et l'exportation de matières premières, la coopération, l'implantation de multinationales ... ne se traduisent pas par du développement. Bien au contraire, les termes des échanges les contraignent à davantage s'endetter et à se faire dépouiller de leurs ressources naturelles, via par exemple, la privatisation, la construction d'usines clé en mains, les investissements étrangers... Pour affirmer leur souveraineté et s'extraire d'une telle exploitation du capitalisme, les pays du Tiers-monde se doivent d'être solidaires, unis et agir collectivement en fonction de l'intérêt de leurs populations. Ils sont tous confrontés aux mêmes problématiques et disposent, ensemble, de bien d'atouts pour s'en sortir. En particulier, pour l'instant, ils regorgent des ressources naturelles qu'ils ne doivent pas brader (*énergie, agricole, minéraux et métaux précieux...*). Réunis, ils possèdent des réserves suffisantes de compétences, d'emplois et d'actifs disponibles, y compris d'élites scientifiques, d'ingénieurs et de techniciens qualifiés. Le cas échéant, dans le cadre de la mondialisation, ils peuvent acquérir les savoirs et les savoir-faire auprès d'universités étrangères, de coopérations scientifiques et des solidarités internationales, par exemple, en faisant appels aux spécialistes et techniciens extérieurs (*retraités, idéologues, chômeurs...*). Mais, pour réaliser ces objectifs, faut-il encore qu'ils aient la volonté, au moins régionale ou continentale, de s'unir et de se fédérer en réseaux de coopération pour mutualiser leurs politiques et fusionner leurs activités diplomatiques, économiques et financières, ainsi que d'éducation, de recherches et d'innovation. En renonçant à la loi du plus fort et à l'individualisme, que véhicule le capitalisme (*libéral ou d'autoritarisme idéologique*), ils peuvent vite se développer et participer pleinement aux activités internationales. C'est une urgence et il est encore temps, car, avec les nouvelles technologies (NBIC), dont celles des manipulations génétiques et des productions de synthèse (*organique, minérale...*), les PD apprennent déjà à se passer des ressources naturelles du Tiers-monde. Par manipulation génétique, par exemple, ils savent déjà adapter certaines cultures tropicales à leur environnement tempéré ou glacial, et laisse même entrevoir une production artificielle de pétrole non polluant (*pétrole bleu, Blue petroleum...*) ! Lorsqu'ils sauront tout fabriquer artificiellement par synthèse, le commerce avec le Tiers-monde se réduira alors comme peau de chagrin, à un simple marché de débouché de consommation, voir d'esclaves.

(2) Changer les mentalités populaires pour moderniser le Tiers-monde

Les mentalités des masses populaires des sociétés du Tiers-monde sont imprégnées de la pensée magique et leurs activités restent pour l'essentielle informelles et axées vers la consommation et les "amusements", malgré leur faible niveau de revenus. Or la transformation d'une société traditionnelle en société moderne requiert la mise en œuvre de mutations sociétales tournées vers le progrès technique et social. Une réorientation sociétale qui exige un changement radical de mentalité, laquelle doit être orientée vers la maîtrise des sciences et des techniques modernes, voire de l'apprentissage de la démocratie réelle. L'éducation scientifique, la formation professionnelle, l'installation de centres de recherche et d'innovation doivent être les principales priorités de l'industrialisation. Toute politique de développement du Tiers-monde doit donc s'attacher à rationaliser la société en libérant la compréhension de la pensée sacrée et magique, que véhiculent les religions, les tabous et certaines pratiques traditionnelles. Néanmoins, pour leurs valeurs spirituelles de respect de l'autre, de générosité, de fraternité et d'intérêt collectif, les solidarités religieuses et traditionnelles doivent être encadrées et mises au service du développement, de la cohésion sociale, du travail collectif et non pas tournées vers

l'au-delà. La constitution et l'organisation des élites scientifiques et techniques doivent ainsi être planifiées pour se consacrer, non seulement à la recherche et l'innovation, mais également à l'expertise, à l'éducation et à la formation professionnelle. L'éducation scientifique pouvant même intégrer l'apprentissage de la démocratie, d'autant que la pratique de la science est une excellente initiation à la démocratie, puisque c'est une activité collective qui concilie liberté individuelle (*des idées*), solidarité de recherche et consensus de validité.

(3) Maîtriser les sciences et les techniques, pour s'industrialiser et se préserver

La science contemporaine et ses techniques sont universelles et, bien que produites, pour l'essentiel, par les pays les plus avancés, restent néanmoins accessibles à tous et partout. En revanche, ses applications industrielles sont appropriées par les PD qui les privatisent et capitalisent en tant que propriété intellectuelle. Toutefois, la 3^{ème} RI en cours et la remise en cause écologique de l'industrialisation capitaliste offrent maintenant au Tiers-monde des opportunités d'un écodéveloppement, bâti sur une économie décarbonée, respectueuse de l'environnement et qui sache harmoniser le triptyque liberté-égalité-fraternité. Le développement durable, les technologies « propres », les énergies renouvelables, le recyclage des déchets, la lutte contre le gaspillage des ressources et le réchauffement climatique appellent en effet à un changement radical de modèle de société, qui rendent désuètes les process actuels de production. Le Tiers-monde doit donc résolument s'engager dans la voie de la 3^{ème} RI, en adoptant comme priorités l'éducation scientifique, la recherche de technologies de substitution et de nouvelles alternatives de développement. Le nouveau complexe technique d'automatisation et de production synthétique qui s'initie, lui offre l'opportunité de se développer et d'entrevoir une nouvelle forme d'industrialisation. Les infrastructures des sociétés dites avancées, toutes de nature capitaliste, sont en effet de plus en plus contestées. Non seulement elles reposent sur des technologies à énergies fossiles (*gaz, pétrole, charbon*), elles produisent également de nombreuses inégalités et remettent en cause l'équilibre des écosystèmes naturels. Une situation qui impose l'utilisation des technologies nouvelles non polluantes (*nanotechnologie, biotechnologie, automatisme...*) et ouvre au Tiers-monde de nouvelles perspectives de développement, dans la mesure où il saurait s'investir collectivement dans la mise en œuvre des nouvelles technologies et de la propriété intellectuelle, notamment à travers la formation d'une communauté scientifique collaborative par la mise en commun de leurs ressources et de la constitution de réseaux tiers-mondistes de recherche, d'innovation et d'adaptation des techniques à leur environnement..

(4) Adopter de nouvelles modalités de l'économie

Le nouveau complexe technique révolutionne le mode de vie et permet de changer, maintenant sans substrat idéologique, le paradigme de l'économie et du vivre ensemble des sociétés actuelles. Il ouvre la voie à d'autres alternatives de sociétés, autre que celles des PD, des pays capitalistes que gouvernent des oligarchies de richesses ou de pouvoirs. Aussi, si les pays du Tiers-monde entendent concilier l'intérêt individuel et collectif, et, de plus, conserver certaines valeurs ancestrales, telles que la famille, la solidarité, l'entraide, le travail collectif, le partage..., l'option des modèles capitalistes n'est pas soutenable. Aux idéologies capitalistes des sociétés hiérarchisées, centralisées et de possession, s'offre au Tiers-monde l'alternative de sociétés solidaires, collaboratives et du partage, à travers une démarche d'automatisation et d'intelligence artificielle. Mais la libération progressive des individus du travail manuel doit, pour ne pas les asservir, s'accompagner de l'élargissement du champ de l'économie à la créativité, aux savoirs, à l'entraide, aux loisirs ... Une telle transformation des sociétés du Tiers-monde en sociétés collaboratives se pilote par les États, s'échelonne dans le temps (*à 10, 15, 20 ans*), et, met en jeu la combinaison de nombreux facteurs, dont l'aménagement des territoires, la réorganisation du vivre ensemble et l'instauration d'une économie du partage.

Toute la stratégie de remodelage se déploie sur la mise en œuvre d'un aménagement et d'un maillage opérationnels des territoires, qu'il faut rendre accessibles et attractifs afin d'assurer pour tous la libre circulation des personnes, des idées et des biens et services. En particulier, l'énergie renouvelable, l'électrification, la numérisation, l'informatisation, l'internet des objets et les équipements collectifs nécessaires doivent, au plus vite (*4 à 5 ans*), être partout installés, opérationnels et disponibles. Ces éléments étant indispensables à la constitution d'organisations et de réseaux collaboratifs de mutualisation, de solidarité et de partage. Parallèlement, le vivre ensemble doit s'adapter et se

restructurer en fonction de l'avancement de ces travaux d'infrastructure. Non seulement la législation doit suivre et s'ajuster, les programmes d'éducation, de formation, des médias et même des religions doivent être totalement mobilisés pour que s'opère le changement des mentalités et des comportements. Leur but est de substituer aux processus de la loi du plus fort, et donc aux comportements individuels d'appropriation, d'enrichissement et d'égoïsme, une autre vision de la réalité sociale, celle du collaboratif, de la mutualisation, du partage...

En procédant progressivement à la souveraineté nationale, à la déprivatisation des moyens de production et à la désintermédiation, les activités économiques et sociales ne reposeront plus, à terme, sur la possession et l'individualisme. Elles céderont la place à une économie circulaire décentralisée et démocratisée, sans support idéologique, sans intermédiation, sans profit. Une économie où, d'un côté, l'organisation du travail devient solidaire, gratuite, non personnalisée, et, de l'autre, la production démocratisée, décarbonée, synthétique. La consommation, pour sa part, substituant à la possession un accès libre et une utilisation participative ou de partage. Avec l'imprimante 3D, la circulation des savoirs et la création de lieux publics de fabrication mettant les outils à disposition de tous (*les Fablabs existent déjà...*), le travail, l'usage et l'utilisation peuvent être à la fois individualisés et partagés.

De même, le financement des activités du Tiers-monde ne pose plus aujourd'hui de problème insoluble, notamment avec les échanges électroniques, le financement participative (*tel que le crowdfunding...*). Certes, bien que fortement endettés envers les PD, le Tiers-monde dispose d'importantes ressources naturelles, dont l'or et les métaux précieux, comme moyen d'échange, d'autant qu'elles font encore l'objet de bien des convoitises de la part des PD. Aussi, en récupérant collectivement la souveraineté de leurs ressources naturelles, la liberté de leurs prix d'exportation de matières premières et en imposant leurs propres moyens de règlement, les pays du Tiers-monde pourront, via le commerce international, accroître considérablement leurs ressources financières en dollars, euros... dans la mesure, bien sûr, où ils adopteraient une politique commune d'exportation et diplomatique. L'or et les devises détenus seraient alors exclusivement réservés au commerce international, et, à la monnaie nationale serait progressivement substitué, via la blockchain, un système de monnaie électronique décentralisé, sans possibilité de profit et de spéculation.

Bref, en se réunissant et en réalisant l'unité politique, la rationalisation des mentalités et en acquérant la maîtrise technologique, le Tiers-monde disposera alors des moyens de son indépendance et le pouvoir de piloter son développement, en définissant autrement les modalités du vivre ensemble, de la production, de la répartition et du financement de ses activités.

Nestor RADJOU
Mathématicien et économiste

ⁱ *Essentiellement mathématiques, physique, chimie, biologie et leurs dérivés (informatique, médecine...)*

ⁱⁱ *Dont les propriétés défient l'entendement (principes de superposition, d'intrication de la physique quantique).*

ⁱⁱⁱ *1 nano = 10⁻⁶ mm (le millionième du millimètre).*

^{iv} *Lesquels restent, en fait, attachés à la pensée sacrée en prétendant être les seuls à détenir la vérité, et, par conséquent ils ne tolèrent aucune contestation.*

^v *Cette hausse globale des prix, que l'orthodoxie attribue à une augmentation excessive de la masse monétaire ou de la demande sur le marché, est en fait une forme d'appropriation, puisse qu'elle ne résulte pas, à l'origine, d'une augmentation des coûts de production, qui certes l'entretiennent.*

^{vi} *Notamment par la guerre et la colonisation.*